

Acteurs

Covid L'USAM veut promouvoir le vaccin. Son président, Fabio Regazzi, explique 16

Courrier Nos lecteurs réagissent aux articles du «Matin Dimanche» 17

People Charlene de Monaco cache son blues en Afrique du Sud 18



Rohina Samim, fondatrice de l'association Hope For Afghan Women: «Nous sommes suspendus aux nouvelles, remplis de chagrin.» Darrin Vanselow

Les Afghans de Suisse confient leurs peurs et leurs espoirs

● Alors que leur pays a sombré dans la dictature talibane en quelques jours seulement, cinq Afghans de Suisse romande témoignent.

JULIEN CULET
julien.culet@lematindimanche.ch
ET ANDRÉS ALLEMAND
andres.allemand@lematindimanche.ch

Le monde entier a suivi avec stupeur les événements qui se sont déroulés en Afghanistan mais, pour ceux qui en sont originaires et ont souvent encore des proches sur place, c'est l'effroi et l'impuissance qui dominent. En Suisse, avec les réseaux sociaux et les médias, ils n'ont que peu dormi depuis la prise très rapide du pouvoir par les talibans. Entre tristesse, colère et inquiétude, ces cinq Romands de nationalité afghane témoignent de leur parcours et donnent leur sentiment vis-à-vis d'une situation des plus incertaines. Car si les talibans assurent avoir changé, ceux qui sont partis croient peu à leurs promesses.

Publicité

Le Matin Dimanche

Partenaire média

TOUR CINEMA 25

Le Matin Dimanche

20 minutes

SRG SSR

Allianz (iii) JOURNÉE DU CINEMA

DIMANCHE 05.09.2021

ALLIANZ-JOURNEEDUCINEMA.CH

Dans plus de 550 salles de cinéma.

5.- LA PLACE

«Porter la burqa, c'est une telle humiliation»

«J'en ai pleuré, de voir les talibans reprendre la capitale. C'est une telle tristesse, ce retour à l'obscurantisme. En quelques semaines seulement, vingt ans d'efforts ont été détruits. Tant de femmes, tant de jeunes se sont investis pour reconstruire le pays... et soudain tout est réduit en poussière.» Maryam Yunus Ebener est catastrophe. Professeure d'histoire au Collège Voltaire de Genève, la conseillère administrative d'Onex est née à Kaboul dans

une famille tadjike de la très rebelle vallée du Panshir. Or, pour elle, les souvenirs d'enfance dans la métropole afghane ont un goût de liberté. Ce sont les fêtes si joyeuses, la musique et les danses, les concours de cerfs-volants, le rire des femmes, cheveux au vent, portant des blouses aux manches courtes.

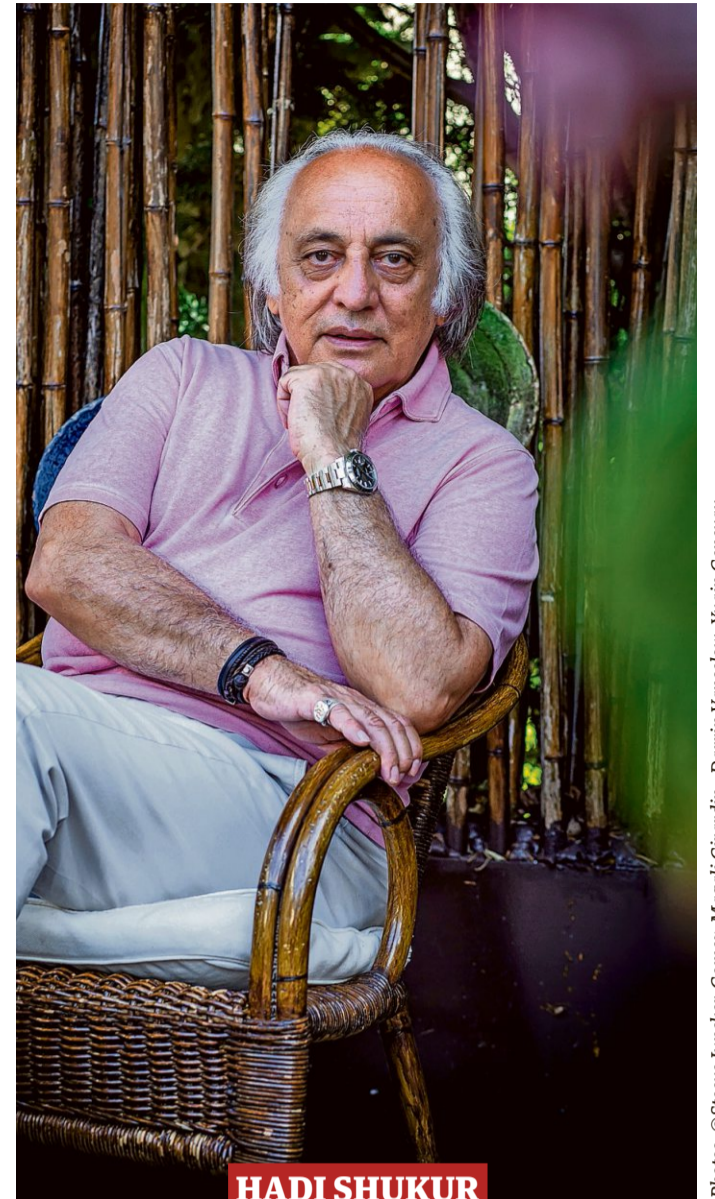
«J'avais 8 ans quand nous avons fui le pays, trois ans après l'invasion soviétique de 1979. Le régime s'en prenait aux élites. Notre «Elvis Pres-

ley» local avait été abattu. Des collègues de mon père, médecin, étaient emprisonnés. Je me souviens des bombes, des tirs. On se précipitait à la cave.» En Suisse, la petite Maryam et sa famille ont rejoint un oncle jadis tombé amoureux d'une touriste helvétique. Réfugiés politiques, ils se sont donné une priorité absolue: s'intégrer.

«Imaginez le choc, à 25 ans, quand ma mère nous a emmenées visiter Kaboul en 1999, ma sœur et moi, trois ans

après la prise de pouvoir par les talibans. Devoir porter la burqa, c'est une telle humiliation! Comme s'il fallait avoir honte de soi, se dissimuler, se terrer. Et nous étions à Kaboul, pas dans une campagne reculée! J'étais en larmes», confie-t-elle. «Dans les rues quasi désertes de la capitale, je voyais les vitres teintées des bus réservés aux femmes. Des talibans, ces sauvages, à bord de leurs pick-up, terrorisaient les rares passants. Ils faisaient la leçon aux aînés, malgré le profond respect dû aux «barbes blanches» dans la tradition afghane. Un chauffeur de taxi, pris de panique, m'a hurlé dessus quand il a remarqué que je ne portais pas la burqa correctement.»

«À vrai dire, même recouvertes de toile, on nous repérait immédiatement dans la rue, nous les étrangères, parce que nous nous tenions droites, sans courber l'échine, sans baisser le regard. La burqa, cela a incité les femmes à ne pas sortir, ou alors le moins possible. C'est un enferment. J'ai ramené la mienne à Genève et je la montre parfois à mes étudiants», raconte la professeure d'histoire. «Il faut l'avoir portée pour comprendre ce que cela signifie.» Aujourd'hui, les promesses des talibans sur les droits des femmes, Maryam Yunus Ebener n'y croit guère. «Ils les laisseront peut-être apprendre à lire et à écrire, mais elles ne deviendront pas avocates ou ingénieures. Les dirigeants sont peut-être devenus plus pragmatiques, mais pas les combattants de base. Et ils ne peuvent pas se permettre de perdre leur soutien.»



HADI SHUKUR

71 ans, vit à Genève,
originaire de Kaboul.
Restaurateur et ancien diplomate

Photos: ©Steve Incker-Gomez, Magali Girardin, Darrin Vanselow, Yvain Genevay

MARYAM YUNUS EBENER

47 ans, vit à Onex (GE),
originaire de Kaboul.
Conseillère administrative



«Comment peut-on croire des terroristes?»

«Je ne dors pas beaucoup ces derniers temps, reconnaît Edris Sarwary. Je suis les nouvelles avec les médias occidentaux qui sont en Af-

ghanistan. Comme ça, je peux conseiller ma famille qui est là-bas et qui n'a pas toujours accès à autant d'informations, vu qu'il y a des coupures

d'électricité et d'internet.» Le jeune homme est né en pleine guerre civile, lors de la première arrivée au pouvoir des talibans. La situation était des plus chaotiques et il ne connaît pas son âge exact, qu'il estime à environ 25 ans. Aujourd'hui, il assiste à distance à cette nouvelle conquête: «Ma mère, ma sœur et mes frères sont à Kaboul. Tout le monde a peur et personne ne sort.»

Si la situation est relativement calme, les talibans assurant ne plus être les mêmes, il ne se fait guère d'illusion sur la suite. «C'était la même chose la dernière fois, rapporte Edris. Ils ne sont pas assez nombreux pour contrôler tout le pays alors ils se montrent modérés. Mais nous verrons leur vrai visage lorsqu'il n'y aura plus de résistance. Comment peut-on croire des terroristes?»

Le jeune Bottanais a un parcours qui relève de l'aventure. «J'ai travaillé pour des organisations humanitaires, témoigne Edris. Ceux qui font cela sont considérés comme des espions des Occidentaux

par les talibans. J'ai été menacé et kidnappé. Je suis parti en janvier 2016 car ma vie était en danger. J'ai pris énormément de risques pour traverser toutes les frontières, mais je savais que j'allais mourir si je restais. Cela m'a pris trois mois pour arriver.» En Suisse, il a appris le français en trois mois et, après un long séjour en auberge de jeunesse, a suivi des cours en sciences politiques à l'Université de Lausanne, avant de travailler pour subvenir à ses besoins et à ceux de sa famille.

Malgré cette intégration, toutes ses demandes d'asile ont été refusées et il s'est vu notifier une décision de renvoi. La Confédération a suspendu les retours en Afghanistan depuis dix jours, mais Edris espère une régularisation. «Je ne peux pas retourner dans mon pays car cela mettrait en danger ma famille. Aujourd'hui, je ne peux rien faire, regrette-t-il. Avant, j'avais un travail, je payais mes impôts, mais là, vu mon statut, je dois toucher des aides, je dépend de l'État. Je n'en ai pas envie!»

Il souhaiterait que sa famille puisse le rejoindre, d'autant que la situation ne devrait pas s'améliorer: «Je serais plus tranquille si mes proches étaient là. En effet, il y a des négociations en cours pour la gouvernance de l'Afghanistan mais, si elles n'aboutissent pas, il risque bien d'y avoir une nouvelle guerre civile.»

«C'est aux Afghans de trouver une solution»

«Le retour en force des talibans, on s'y attendait. Ce qui a surpris, c'est la vitesse à laquelle ils ont repris Kaboul. Mais maintenant, ça va être une autre paire de manches: il va falloir gérer l'Afghanistan. Et ça, je ne les en crois pas capables.» Hadi Shukur sirote calmement son espresso, installé sur la terrasse du Kutchi, le restaurant qu'il tient à Bellevue (GE) depuis plus de vingt ans.

Économiste de formation, cet ancien diplomate fut chef du protocole à Kaboul, au sein du Ministère des affaires étrangères. «Mais c'est vieux, ça! Le régime communiste de Najibullah était en place. J'ai fui en 1990 avec ma femme et mes deux enfants. Nous avons obtenu l'asile en Suisse, je me suis mis à la cuisine, j'ai lancé le service traiteur «Le Monde chez Vous» et finalement ouvert mon restaurant.»

Pourtant, Hadi Shukur a gardé ses contacts à Kaboul. «En début de semaine, j'ai parlé au téléphone avec le vice-ministre des Affaires étrangères. Il était toujours en place mais ne savait pas ce que les talibans comptaient faire de lui. Leur porte-parole a dit qu'il pourrait continuer à travailler. A-t-il vraiment l'autorité pour promettre cela? Mon cousin là-bas me dit que le calme règne pour l'instant dans la capitale. Mais je pense que très vite ils vont être dépassés par l'ampleur du défi.»

«En 1996, ils avaient hérité d'un pays en ruine. Ce n'est plus le cas aujourd'hui», souligne l'économiste. «Après vingt ans d'une démocratie très imparfaite, avec des niveaux élevés de corruption et de criminalité, il y a quand même en Afghanistan beau-

coup de femmes instruites, beaucoup d'universités privées, des dizaines de chaînes de télévision... Les forces armées afghanes, c'est 300'000 hommes dont les Américains couvraient le salaire. Voilà 300'000 familles qui n'ont plus de revenu. Sans parler des fonctionnaires publics. Qui va financer l'administration?»

«L'Afghanistan, c'est 70% de chômeurs, 2 millions de drogués! Les mafieux étaient entrés au parlement. Comment s'étonner du niveau de délinquance? En prenant le pouvoir, les talibans ont imposé le calme par la peur. C'est pourquoi, paradoxalement, la population les apprécie», analyse Hadi Shukur. «Mais ces combattants doivent maintenant se transformer en administrateurs. Ils font mine d'avoir changé, disent qu'ils garantiront les droits des femmes dans le respect de la loi islamique... Qu'est-ce que ça signifie exactement? Les États-Unis devaient se retirer. C'est aux Afghans de trouver une solution. Mais on voit déjà le Pakistan, la Chine, l'Iran, la Russie, s'enfoncer dans la brèche. Chacun veut sa part du gâteau. Mon espoir, c'est que ce régime taliban échoue assez vite. J'espère que nous saurons, dans la diaspora, avec tous nos enfants devenus médecins, ingénieurs, banquiers, préparer une vraie alternative.»



EDRIS SARWARY

Environ 25 ans, vit à Bottens (VD),
originaire du Panshir.
Sans emploi, menacé d'expulsion

ROHINA SAMIM

**52 ans, vit à Lausanne,
originaire de Kaboul.
Fondatrice de l'association
Hope For Afghan Women**



«Les gens sont fatigués des guerres»

«Nous sommes suspendus aux nouvelles, remplis de chagrin. On voit à quel point c'est la terreur, là-bas, avec des gens qui préfèrent tomber d'un avion et mourir, plutôt que de rester avec les talibans.» Rohina Samim assiste à distance à l'horreur qui secoue son pays, où une part d'elle se trouve encore. Son compagnon, un Afghan australien, est encore à Kaboul et attend d'être évacué. La Lausannoise, qui a fondé l'association Hope For Afghan Women venant en aide aux femmes du pays, a également de nombreux amis et proches sur place. «Ils sont désespérés. J'ai une jeune cousine éloignée, maman de deux filles, qui m'appelle tous les jours. Elle pleure et je ne sais pas quoi faire, se désole Rohina. Je me demande comment je peux l'aider à venir en Suisse.»

Originaire de Kaboul, elle est arrivée à l'âge de 9 ans à Lausanne avec ses parents pour

fuir l'invasion soviétique. Elle s'est ensuite orientée vers le secteur bancaire. «Je suis retournée à Kaboul en 2005 pour travailler pour le gouvernement ou encore la Banque mondiale, témoigne la Lausannoise. J'ai été le bras droit du ministre des Finances puis j'ai dû rentrer en janvier 2019. J'étais en danger, j'ai été menacée, kidnappée deux fois. J'avais peur pour ma santé.» De retour en Suisse, elle a fondé son organisation humanitaire. «J'ai voulu trouver un moyen d'aider les plus vulnérables. J'ai donc créé une association pour soutenir les femmes qui sortent de prison», explique Rohina. L'objectif est d'offrir une protection, des soins adaptés et un projet de formation à ces femmes incarcérées le plus souvent pour des «crimes moraux».

Pour la quinquagénaire, ces vingt dernières années ont surtout été marquées par la corruption. «Les Américains et les

organisations internationales sont venues avec des milliards de dollars sans chercher à savoir comment le pays fonctionnait, regrette-t-elle. Ils ont habitude tout le monde à l'argent facile. J'ai vu la corruption qui touchait le gouvernement.» Elle se montre critique vis-à-vis de l'action récente des USA et veut croire à un changement des talibans, tout en restant très sceptique. «Les Américains ne devaient pas rester éternellement, mais ils auraient dû préparer leur départ. On ne part pas comme ça après vingt ans, il fallait, par exemple, nommer un gouvernement transitoire neutre, suggère Rohina. Les gens sont fatigués des guerres et de la corruption, il faudra voir si les talibans ont vraiment changé. Ils savent que c'est indispensable s'ils veulent durer. Mais on le saura bien assez tôt.»

«Il n'y a pas d'avenir, cela fait 40 ans qu'il y a la guerre»

«Les talibans ont pris toute l'Afghanistan en une semaine. Ils étaient 70'000 contre 350'000 soldats de l'armée. C'est choquant.» Khalil Ahmad Akbari, originaire de la troisième ville du pays, Hérat, est encore abasourdi par les événements de ces derniers jours. L'employé d'un dépanneur genevois n'a pu qu'assister impuissant à la mort de compatriotes qui ont tout tenté pour fuir le nouveau régime: «On a vu des gens tomber d'avions alors qu'ils essayaient de s'y accrocher. Cela fait très mal de voir ces images. Les gens sont prêts à mourir plutôt que de rester et d'être aux mains des talibans.»

Khalil Ahmad a encore de la famille sur place. «Mes tantes

sont à Kaboul avec leurs proches, précise-t-il. Ils se cachent et on ne sait pas encore ce qui va se passer. J'ai peur pour eux.» Parti en Iran à l'âge de 6 ans avec ses parents, il a connu la guerre toute sa vie. «À 10-12 ans, j'ai demandé à mon père pourquoi on était parti, témoigne le Genevois. Il m'a dit que c'était la guerre là-bas, entre les chiites, les sunnites, les moudjahidines, l'URSS, etc. Je me disais alors que ce serait fini lorsque j'aurais 30 ou 40 ans. Malheureusement, je vois maintenant que ce n'est pas terminé et je ne sais même pas quand ça le sera. Il n'y a pas d'avenir, cela fait quarante ans qu'il y a la guerre...»

Il ne croit pas beaucoup à une amélioration de la situa-

tion. «J'espère vraiment que les talibans d'aujourd'hui ne sont pas les mêmes que ceux d'avant mais je n'ai que 5% d'espoir. Toutefois, la première fois qu'ils sont entrés à Hérat, ils ont torturé beaucoup de monde, ils pendaient des gens aux arbres. Ce n'est pas possible d'avoir confiance.»

À 30 ans, il est venu en Suisse avec sa femme et ses deux enfants. Il en a un de plus aujourd'hui et se montre très reconnaissant envers son pays d'adoption. «Tout va bien, grâce à la Suisse. J'ai un emploi, mes enfants font des études, l'un travaille déjà, salue Khalil Ahmad. Quand je dis que je suis Afghan, les gens me disent qu'ils nous soutiennent, cela me touche. Je trouve aussi

incroyable que la Suisse et d'autres pays accueillent ceux qui ont travaillé pour eux ou qui sont vulnérables.»

Mais le rêve du commerçant genevois n'est pas de rester ici: «Je n'ai pas envie que ma famille me rejoigne. Ce que je veux, c'est qu'elle puisse rester là-bas, mais dans un Afghanistan libre, sûr, en paix, et que je puisse y retourner moi aussi. J'espère pouvoir connaître cela un jour.»

KHALIL AHMAD AKBARI

**42 ans, vit à Genève,
originaire de Hérat.
Employé d'un dépanneur**



Publicité

superba
Pour une bonne journée

Avantage Pfister
12%*
sur la marque
Superba

+10%*

19.8-11.10.2021
SEMAINES SUPERBA

* 10% sur l'assortiment Superba, par exemple le lit Boxspring Flims à 4094.10 au lieu de 5200.-, offre valable jusqu'au 11.10.2021. Non cumulable avec d'autres réductions, non valable pour les services et pour les commandes déjà passées. En tant que membre myPfister, vous profitez de 2% de bonus supplémentaire.
** La remise se rapporte au prix catalogue conseillé par le fabricant.

Pfister

pfister.ch

